

# Evaluation des actions de coopération décentralisée Aveyron (France) Tulcea (Roumanie)

## RESUME

### I - Introduction

La mission d'évaluation de la coopération décentralisée qui est menée depuis 1993 entre le Département de l'Aveyron et le Judet de Tulcea, a été réalisée entre le 3 octobre 2005 et le 28 avril 2006. Le processus évaluatif a été conduit par le GRET qui en a confié la responsabilité à Jean-Marie Collombon, chef de mission (France) et à Jenica Bujini (Roumanie). Cette mission d'évaluation a concerné la période 1998–2005.

Elle a eu pour objectif général d'évaluer le programme de coopération décentralisée entre l'Aveyron et Tulcea, qui se traduit par un ensemble d'actions menées sur 4 thèmes principaux : la cohésion sociale, la démocratie locale, le développement économique local, les échanges culturels et d'évaluer le dispositif de coopération Aveyron Tulcea qui repose sur la double structure de l'ACOOPI – Aveyron Coopération Internationale - et de l'AJDT – Agence pour le Développement du Judet de Tulcea.

Elle a eu pour objectifs spécifiques : 1) de réaliser un bilan des actions de coopération, 2) de faire un point sur les structures mises en place et 3) de mener une réflexion prospective sur le devenir de cette coopération entre l'Aveyron et Tulcea et de formuler des recommandations.

La mission a été réalisée selon les principes de base d'une évaluation participative et partenariale. Elle a donc très largement associé les divers partenaires du processus, tant en Aveyron qu'à Tulcea.

### II - Principales conclusions

Les principales conclusions de la mission sont les suivantes :

#### **Appréciation globale :**

1. La coopération Aveyron Tulcea, qui s'est initiée alors que la Roumanie sortait de 50 années difficiles et traversait, juste après la révolution de 1989, une période de très profonds bouleversements, est une « *coopération rigoureuse, réalisée avec peu de moyens, mais ambitieuse* », une coopération « *fondée sur des valeurs humanistes dont le but premier était d'aider un pays en transition démocratique<sup>1</sup>* », jugements que partage la mission d'évaluation ;
2. Elle a eu, pour le judet de Tulcea, l'un des plus pauvres de Roumanie, des résultats incontestablement positifs et a certainement contribué à améliorer la situation de ce département roumain ;
3. Cette coopération, qui est ciblée sur des secteurs prioritaires de part et d'autre, est conforme à la politique de coopération de la France avec la Roumanie. Elle est également largement conforme aux principes énoncés dans la Charte de la coopération décentralisée pour un développement durable.

---

<sup>1</sup> D.Puech, ancienne présidente de l'ACOOPI

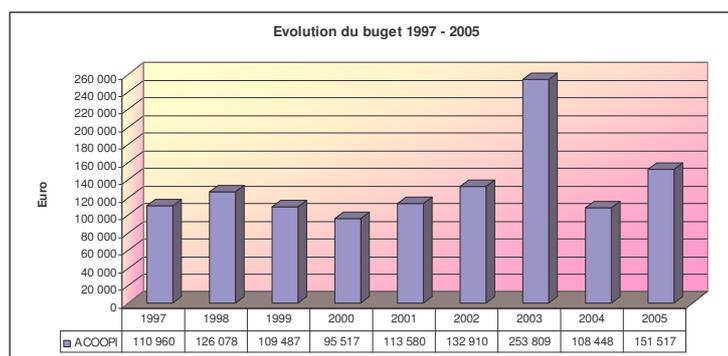
4. Elle est, globalement, bien perçue par les partenaires aveyronnais comme par les partenaires tulcéens ;
5. Depuis 1997, il s'agit essentiellement d'une « *coopération d'échanges* », « *de partenaire à partenaire* ». Très diversifiée, elle touche un ensemble de domaines complémentaires, ce qui a permis, sur la durée, de tisser des liens personnels forts entre partenaires français et partenaires aveyronnais. Cette coopération a mobilisé, depuis 1997, à l'occasion de 253 missions, 725 personnes, dont 378 aveyronnais qui se sont rendus en Roumanie et 347 roumains qui sont venus en Aveyron. Il s'agit donc d'échanges relativement équilibrés. Au total, cela a représenté 2820 jours de mission dont 1685 jours des français en Roumanie et 1135 jours des roumains en France.
6. Cette coopération a également été une « *coopération de transfert de savoir-faire* » des partenaires aveyronnais vers les partenaires roumains, dans des domaines aussi divers que l'action sociale, l'enseignement, la culture, l'économie, le fonctionnement institutionnel. Chaque secteur mobilise plusieurs acteurs mais les modalités en sont différentes selon les secteurs. La mobilisation se réalise, en général, autour d'un acteur central tel que l'ADAPEAI pour le social ou l'ASPAA pour l'archéologie. Pour le secteur de la démocratie locale, ce sont les fonctionnaires du conseil général qui ont été mobilisés. Pour les échanges économiques, c'est l'ACOOPI qui assure la fonction d'ensemblier. Le nombre de partenaires mobilisés en Aveyron tend à s'accroître et à se diversifier.
7. La partie aveyronnaise a fait preuve de bonnes qualités d'animation avec une forte implication dans la réflexion concernant les priorités, le déroulement, le dispositif de la coopération et un « *vrai respect du partenaire roumain*<sup>2</sup> » ;
8. Une part du coût de la coopération est supportée par les partenaires aveyronnais. Cette part est variable. Selon les années, elle représente de 15 à 25%. Pour certaines actions, comme la coopération menée avec la Chambre d'agriculture de 1998 à 2001, les contributions de la Chambre et du Département ont été à peu près de même montant chaque année.
9. Compte tenu des moyens, relativement modestes, mobilisés de part et d'autre, les résultats obtenus sont significatifs, même s'ils sont inégaux d'un domaine à l'autre ;

### **Appréciation du dispositif :**

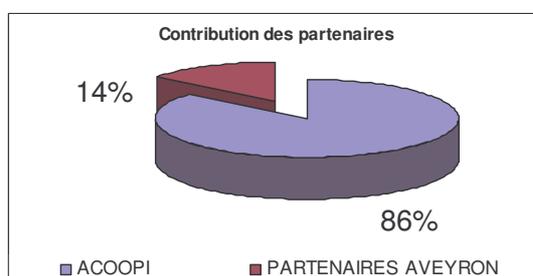
1. La mise en place d'une double structure, l'ACOOPI en Aveyron et l'AJDT à Tulcea, qui assurent des fonctions de *maîtres d'ouvrage délégués*, a été une démarche pertinente, qui, en assurant un principe de continuité, dans le temps et dans l'espace, a grandement facilité la réalisation des actions ;
2. Sur la période considérée, de 1997 à 2005 inclus, le total des recettes mobilisées en France et qui ont permis de financer les actions de coopération entre l'Aveyron et Tulcea s'est élevé à 1 331 564 €, soit une moyenne annuelle de 147 952 €. Ce montant est resté assez stable sur la période avec un minimum de 128 058 € en 1997 et un maximum de 185 424 € en 2003 ;

---

<sup>2</sup> Ministère des Affaires étrangères

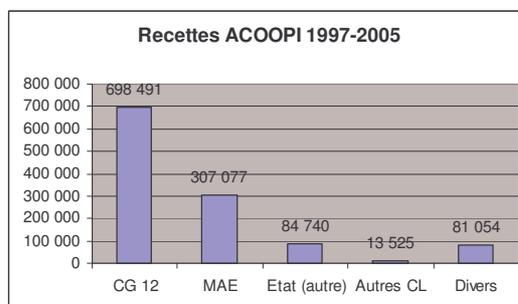


3. Ce montant, disponible à la fois pour le fonctionnement de la structure ACOOPI et pour les interventions en Roumanie, est composé de deux parties : le budget proprement dit de l'ACOPI et la contribution des partenaires aveyronnais aux actions ;



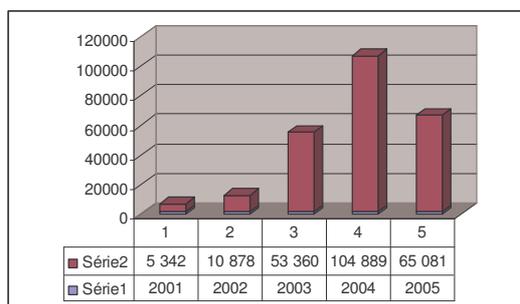
4. Le Département de l'Aveyron et le ministère des Affaires étrangères ont apporté ensemble 86,3% du financement. Pendant les premières années, le département a porté seul la charge de cette coopération. De 1997 à 2005, sur les 1 162 861 € de recettes, le Département de l'Aveyron, premier contributeur, a apporté 698 491 € (60%), soit 77 610 € par an en moyenne. A cela, doit être ajouté le montant des salaires des agents du Département qui ont réalisé les missions de transfert de savoir faire ;
5. Le total des contributions des collectivités territoriales aveyronnaises s'est élevé à 712 017 €. L'apport des collectivités locales aveyronnaises, hors Conseil général, a donc été négligeable.

Le ministère des Affaires étrangères, 2° contributeur, a apporté 307 077 € (26,3%). La contribution du ministère des Affaires étrangères, s'est stabilisée à environ 41 000 € par an, depuis l'année 2 000. En 2005, sa contribution a diminué de moitié, compte tenu des nouvelles orientations budgétaires. L'Etat a apporté une contribution supplémentaire de 84 740 € (emploi jeune, principalement). Les autres financements, qui ne représentent que 7,3%, sont ponctuels.



6. Le coût global de l'AJDT sur la même période a été de 268 990 €, soit 33 624 € par an. Ce budget tend à augmenter de manière assez significative depuis 2003, du fait des pro-

jets réalisés par l'Agence sur des financements internationaux en particulier de la Banque mondiale et de l'Union européenne ;

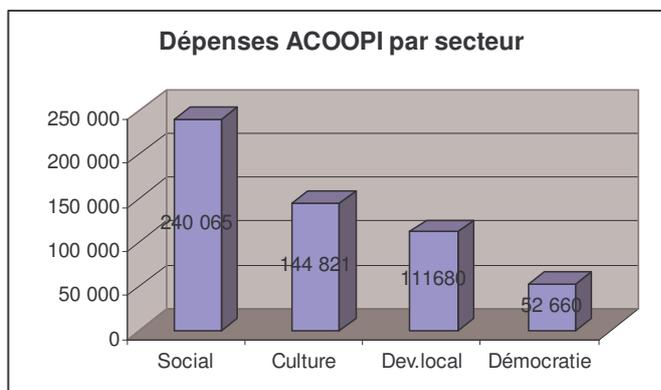


7. Le coût global de la double structure ACOOPI AJDT est faible, acceptable au regard des services rendus, même s'il représente une part non négligeable des moyens financiers investis par chaque partie dans la coopération. Dans le cas de l'ACOOPI, le fonctionnement représente 51 000 € par an ;
8. Le fonctionnement de l'ACOOPI est tout à fait satisfaisant, avec une bonne représentation des acteurs, des assemblées générales régulières, des rapports d'activités et une totale transparence. L'AJDT, qui a un statut de *fondation* selon le droit roumain, reste un *service spécialisé* du Conseil départemental et n'est pas soumise aux règles de base du fonctionnement associatif. Cette situation introduit une *distorsion* dans les modalités de fonctionnement des deux structures ;
9. Une conséquence en est que la fonction d'*animation* de la coopération décentralisée que devrait assurer l'AJDT vis-à-vis du milieu tulcéen, n'est pas assurée. L'Agence maintient des relations bilatérales avec chacun de ses partenaires à Tulcea, mais n'est pas en mesure, du fait de son statut, de créer et d'entretenir une dynamique collective ;
10. Les partenaires de l'Agence à Tulcea considèrent qu'ils ne sont pas suffisamment informés sur l'ensemble de la coopération Aveyron Tulcea et pas suffisamment impliqués dans l'ensemble de la démarche ;
11. Par ailleurs, l'AJDT assure, actuellement, une double fonction, une fonction de *suivi de la coopération Aveyron Tulcea* et une fonction d'*agence de développement*, ce que n'a pas l'ACOOPI. Cette fonction consiste principalement à élaborer des projets soumis à des financements extérieurs puis à en piloter la réalisation. Même si l'AJDT a été associée ces dernières années à divers projets sur financements internationaux, cette activité reste à développer ;
12. Cette fonction d'appui au développement local est essentielle dans la conjoncture actuelle de Tulcea et de la Roumanie. L'équipe de l'Agence pourrait se consacrer davantage au développement des projets, mais elle ne dispose pas encore des compétences nécessaires pour développer cette activité comme le justifierait l'entrée prochaine de la Roumanie dans l'Union européenne et la possibilité de drainer vers Tulcea des fonds structurels ;
13. La double casquette du Directeur exécutif de l'Agence, qui a également la très lourde charge de Secrétaire général du Conseil départemental, a eu le grand mérite de sauvegarder, sur la durée, les intérêts de la coopération Aveyron Tulcea. Ce mérite lui est unanimement reconnu ;
14. L'appui apporté par les diverses générations de coopérants français sous statut de VSN, est considéré comme bénéfique. Il a permis d'assurer un meilleur fonctionnement de la relation entre l'Aveyron et Tulcea. L'arrêt de cette forme de coopération est ressenti par chacune des parties comme un handicap. Par contre, la formule du volontariat, utilisée en dernier, a été considérée comme un échec ;

15. Le mécanisme de programmation annuelle, qui donne la primauté des propositions aux partenaires roumains mais qui permet ensuite des modifications et une validation par la partie aveyronnaise est pertinent. Mais les actions que la partie roumaine propose aux aveyronnais pourraient être décidées de manière plus collégiale ;
16. Le choix de la parité entre l'Aveyron et Tulcea, dans la prise en charge des coûts, n'est pas fondamentalement juste. Les moyens financiers du Judet de Tulcea sont beaucoup plus faibles que ceux du Département de l'Aveyron, ce qui limite ses possibilités d'intervention. Or il apparaîtrait utile, par exemple, d'accroître le flux des roumains vers l'Aveyron pour des séjours plus longs.

### **Appréciation des actions :**

1. Les actions réalisées ont été pertinentes dans leur ensemble. Il était sans doute essentiel, compte tenu de la situation du pays après la révolution de 1989, de se centrer sur l'action sociale mais il était tout aussi essentiel de diversifier rapidement les domaines d'intervention pour permettre à des partenaires aveyronnais très divers d'apporter des éléments de réponse à une multiplicité de problèmes qui se posaient et qui continuent à se poser à Tulcea;
2. Le montant de 548 626 €<sup>3</sup> des dépenses d'intervention, a été investi par l'ACOOPI dans 4 secteurs : la cohésion sociale, qui regroupe les actions en matière d'enseignement et les actions sociales, le développement économique local, la démocratie locale et les échanges culturels.
3. Avec un total de 240 065 €, le secteur de la *cohésion sociale* a drainé 43,7% des moyens affectés aux interventions. Le secteur de la culture a drainé 144 221 €, soit 26,3% du montant des interventions. Cependant, 67 983 €, soit près de la moitié (47,1%), correspondent à la réalisation de l'exposition « Des racines communes ». Le secteur du développement local vient en 3<sup>e</sup> position avec 111 680 €, soit 20,4 % du montant total. Dans ce secteur l'agriculture a drainé plus de 80% des moyens. Le secteur de la démocratie locale, avec 52 660 €, ne représente que 9,6% des moyens mobilisés mais a impliqué les fonctionnaires payés par le Département ;



4. Dans l'ensemble, les résultats obtenus, comparés aux moyens mobilisés, ont été satisfaisants. Cela est particulièrement vrai pour la plupart des secteurs, en particulier pour le domaine de l'action sociale, pour le domaine de l'enseignement, pour le domaine des échanges culturels ;
5. Les échanges *démocratie locale* entre les services du Conseil général de l'Aveyron et les services du Judet de Tulcea, par le biais de nombreuses missions visant à renforcer la

<sup>3</sup> Source ACOOPI janvier 2006

démocratie en facilitant les transferts de compétences, ont été pertinents et perçus comme efficaces par les deux parties ;

6. Dans le secteur du *développement agricole*, cette coopération, n'a donné que peu de résultats concrets, loin des attentes initiales des partenaires. La mission d'évaluation a cependant pu constater que les efforts réalisés au départ n'avaient pas été totalement perdus et qu'ils avaient permis de créer des conditions favorables à une reprise éventuelle de la coopération dans un secteur primordial pour la Roumanie.
7. Dans le domaine des *entreprises*, cette coopération a facilité l'établissement de partenariats des entreprises aveyronnaises avec des entreprises roumaines, en particulier dans le domaine du bois et de la technologie de pointe. Cependant, ces entreprises ne se sont pas installées à Tulcea qui n'offrait pas les meilleures conditions mais à Bucarest, à la notable exception de Star 2000, une entreprise du secteur automobile et du service ;
8. Le domaine du *tourisme* a permis la réalisation de quelques actions pertinentes, déroulées selon un schéma logique, du diagnostic à la définition d'une stratégie. Ces actions ont amené le Judet à recruter une équipe tourisme ;
9. Dans le domaine des *échanges culturels*, la réalisation récente de l'exposition « Des racines communes » a été une grande réussite. Les échanges de jeunes, en particulier de lycéens dans le domaine du théâtre, sont pertinents et très appréciés des participants. Les actions récentes de recherches archéologiques mobilisent de part de d'autre, des partenaires très motivés.

### **III - Principales propositions**

Les propositions de la mission d'évaluation sont classées en 4 chapitres :

- Améliorer le dispositif de coopération Aveyron Tulcea
- Donner une priorité au renforcement des capacités
- Renforcer les actions économiques dans une optique de développement local durable
- Poursuivre les échanges culturels

#### **A - Améliorer le dispositif de coopération Aveyron Tulcea**

##### **I – Faire évoluer la structure et le fonctionnement de l'AJDT**

1. Faire évoluer l'AJDT vers une *structure classique d'agence de développement local*. Le point de vue de la mission d'évaluation est que l'AJDT ne pourra devenir la véritable « *agence de développement et de coopération internationale* » dont le Judet de Tulcea a besoin en ce moment précis que si elle modifie à la fois sa structure et ses modalités de fonctionnement ;
2. *Faire évoluer la structure vers un statut associatif et accroître son autonomie*. Cela signifie élargir la structure de l'AJDT à ses principaux partenaires de Tulcea, ceux qui, actuellement, sont directement impliqués dans des actions concrètes de coopération et ceux qui pourraient utilement être impliqués dans des projets internationaux en tant que prestataires de services pour l'Agence.
3. *Associer davantage les partenaires locaux* : mettre en place des commissions thématiques, de réaliser réunions et assemblées, de préparer la programmation de manière concertée. La mission d'évaluation émet toutefois des doutes quant à la volonté des responsables de l'AJDT d'apporter les changements qui seraient nécessaires ;
4. *S'intégrer dans le dispositif européen* qui comportera la création d'une Autorité de management financement des projets et d'un organisme intermédiaire d'évaluation des projets qui devrait être l'Agence de développement régional sud est Braila. La mise en

œuvre des projets devra être assurée par les Conseils départementaux comme celui de Tulcea. Cela constitue une opportunité pour l'AJDT ;

5. *Améliorer la participation au sein de l'Agence et la circulation de l'information entre l'Agence et ses partenaires directs*, sur Tulcea, mais également vis-à-vis de l'extérieur (ministères roumains, régions d'Europe, ONGs, ambassade de France etc.) par un site et par la publication d'un bulletin au minimum une fois par an, en roumain et en français. *Mettre en place un site Internet pour l'AJDT*, l'actualiser régulièrement, y placer des informations utiles sur le développement, des informations sur la coopération (résumés des visites et des missions par exemple). Référencer le site sur le tourisme à Tulcea ;
6. *Mettre en place un dispositif de programmation suivi évaluation (dispositif PSE)* permettant un meilleur contrôle et un meilleur suivi de l'ensemble des actions ainsi qu'une meilleure communication entre l'Aveyron et Tulcea. *Introduire une programmation pluri-annuelle par objectifs* portant sur une période minimale de 3 ans. La première période pourrait porter sur 2006-2008 correspondant à la durée de l'actuelle convention entre le Département de l'Aveyron et le Judet de Tulcea ;

## **II - Développer les fonctions « projets » et « centre de ressources »**

1. *Développer la fonction « centre de ressources » de l'Agence* qui doit devenir un lieu d'information et de documentation, ouvert, concernant en particulier l'Europe, le développement local, les programmes communautaires et leurs financements. L'AJDT peut devenir « la principale référence » à Tulcea dans ce domaine.
2. *Renforcer la fonction « projets »* qui doit prendre de plus en plus d'importance au sein de l'Agence, afin d'en faire un outil efficace au service du Judet pour l'obtention de financements européens. Cette fonction aura une importance cruciale dans les années à venir. Pour cela, un programme spécifique de renforcement des capacités, visant à compléter la formation de cadres du développement sur la méthodologie de projets européens, devra être mis en place. Il devra concerner les cadres de l'AJDT mais également les cadres d'autres structures de l'Etat et du Judet ;
3. *Articuler les actions de l'Agence avec le mécanisme de planification régionale* : le Plan Opérationnel Régional et certains des Programmes Sectoriels Opérationnels. Elle doit, pour cela, articuler son action avec celles de l'Agence de développement Régional de la région 2 sud est.
4. L'option de mise en place d'un Centre de ressources vaut tout autant pour l'ACOOPI qui pourrait assurer de manière plus systématique une fonction de service d'information auprès de ses partenaires aveyronnais. Cela contribuerait à accroître la visibilité de la coopération menée par le Conseil général à un coût marginal, en particulier par la mobilisation de bénévoles.

## **III - Elargir le champ du partenariat**

1. *Impliquer l'Agence dans des actions spécifiques associant les communes de Tulcea*, à commencer par les communes rurales comme la commune de Stejaru, intéressées par des jumelages avec d'autres communes d'Europe, en particulier de l'Aveyron. *Associer davantage les communes aveyronnaises*, en particulier par le biais de leurs structures intercommunales, dans le dispositif de coopération du département de l'Aveyron. Des actions dans ce sens ont été commencées par l'ACOOPI avec deux structures intercommunales ;
2. *Renforcer les relations avec les régions d'Europe*, avec lesquelles l'AJDT a déjà des relations, comme les régions belge, suisse et italienne (programme Eurodyssée), et, bien entendu Midi-Pyrénées (Aveyron), afin de les mobiliser pour des projets réalisés sur financement communautaire. Cependant, pour que de tels projets émergent réellement, il conviendrait de mener une action à la fois d'organisation de l'accès à l'information sur les

projets, les appels d'offre européens et d'appui technique extérieur pour le montage concret des projets ;

3. *Mener une action spécifique de mobilisation de partenariats techniques*, tant en Aveyron qu'à Tulcea, dans le but de faciliter l'élaboration de projets communs à soumettre à l'Union européenne en vue de financements. Il serait sans doute souhaitable de partir de projets en cours et qui marchent bien, par exemple sur le tourisme ou le social, pour chercher à les intégrer dans des projets européens multi-partenariaux ;

## **B - Donner une priorité au renforcement des capacités**

### **IV – Renforcer les capacités des cadres**

1. Considérer que, tous secteurs d'intervention confondus, le *renforcement des capacités* devrait constituer l'objectif prioritaire de la coopération Aveyron Tulcea. Ce processus de renforcement des capacités devrait trouver deux champs complémentaires d'application : la *formation des cadres* en vue de l'intégration européenne et la *formation professionnelle de base*. Dans les deux cas, cela implique la mise en place de programmes de formation de formateurs ;
2. Ce renforcement des capacités des cadres doit pouvoir concerner à la fois Tulcea pour la formation, sous forme de séminaires ateliers, du personnel de l'Agence et du personnel d'autres institutions départementales que l'Aveyron où l'ACOOPI aurait tout intérêt à promouvoir l'organisation annuelle d'une session d'information formation pour ses partenaires ;
3. Dans le domaine de l'*action sociale*, *mettre en place le Centre de formation professionnelle du personnel de base* tant pour l'action sociale auprès des enfants, dans la continuité de ce qui a déjà été fait, que pour l'action sociale auprès des adultes. Ceci est conforme à la fois à la politique nationale et aux options de la politique de coopération franco-roumaine. Il semblerait très utile d'y associer étroitement l'Agence pour l'emploi de Tulcea, directement concernée par les problèmes de chômage, de reconversion et de formation professionnelle continue ;
4. Dans le domaine de l'enseignement, *privilégier l'enseignement technique* : mettre en relation des écoles d'arts et métiers de la ville de Tulcea (3 écoles) mais aussi les autres écoles du Département avec les lycées techniques de l'Aveyron. Poursuivre le partenariat entre le lycée agricole de La Roque à Rodez et le lycée agro-alimentaire de Tulcea dans le domaine de la transformation de la viande. Poursuivre la collaboration sur les pôles de compétences et renforcer encore la liaison entre les deux lycées agro-alimentaires ;

## **C – Renforcer les actions de développement local durable**

### **VI – Privilégier une autre approche du développement économique local**

1. *Privilégier les actions dans trois domaines spécifiques* dans lesquels l'Aveyron dispose de compétences techniques, d'organisations professionnelles et qui correspondent à des priorités pour le *développement durable* de Tulcea : 1) le tourisme, 2) l'agriculture et l'agro-alimentaire et 3) l'environnement. Mais les actions devraient être concentrées sur le segment spécifique du développement rural ;
2. *Dans le domaine du tourisme*, il semble essentiel que la coopération se concentre sur le tourisme rural durable. La priorité est d'accompagner la mise en application de la stratégie de développement touristique élaborée par le CDT de l'Aveyron. Des partenaires potentiels existent en Aveyron. Il conviendrait sans doute aussi de voir comment associer d'autres partenaires roumains peu ou pas impliqués actuellement, au niveau local (Réserve de la biosphère) ou au niveau national (Association nationale du Tourisme, Association Nationale des Agences de Tourisme) ;

3. *Pour l'agriculture*, reprendre avec la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron et ses partenaires comme Ovitest, le projet d'amélioration de la race locale ovine par croisement avec la race aveyronnaise Lacaune. Une forte demande, une très grande motivation locale et des moyens financiers existent à Tulcea, ce qui peut créer d'excellentes conditions.
4. Il semble important de pouvoir reprendre les *stages de formation en agriculture environnement* en Aveyron. La demande roumaine existe. Le thème est essentiel et il est concordant avec les options de la coopération agricole franco-roumaine. La Chambre d'agriculture de l'Aveyron devrait en avoir la responsabilité.

## **D – Poursuivre les échanges culturels**

### **VII – Maintenir le flux des échanges et des actions communes**

1. La motivation des partenaires roumains comme français et les bons résultats obtenus, militent en faveur de la poursuite d'actions spécifiques, même si elles demeurent limitées, dans le domaine de l'*archéologie* et de l'*ethnologie* ;
2. Le maintien des *échanges de jeunes* dans des domaines où ces échanges sont plébiscités, comme le théâtre ou la musique, paraît également une priorité pour contribuer à la construction de l'Europe de demain. A titre d'exemple, des actions comme celles qui sont menées entre le lycée Jean Vigo de Millau et le lycée d'Art de Tulcea doivent être maintenues ;
3. Appuyer la mise en œuvre, pour fin 2006, de la manifestation prévue pour le 150<sup>e</sup> anniversaire de la *création de la Commission Européenne du Danube à Sulina*, paraît une excellente opportunité pour attirer l'attention de l'Europe sur cette région et indirectement, sur la coopération entre l'Aveyron et Tulcea. Le Conseil Général et plus particulièrement son Président, Mr Puech, devraient pouvoir mettre tout leur poids politique pour que Tulcea obtienne les appuis et les moyens financiers indispensables pour mener à bien une telle opération ;

### **VIII – Renforcer la francophonie**

4. Le critère *francophonie* pourrait être davantage pris en compte. Des actions complémentaires, en économie de moyens, pourraient être menées afin d'améliorer la connaissance et l'usage du français: 1) accueil en Aveyron de stagiaires tulcéens dans des établissements scolaires, des associations, des chambres consulaires, des entreprises, des structures agricoles pour des durées de plusieurs semaines. Le coût pourrait en être réduit par des contributions des partenaires (facilités d'hébergement et d'alimentation en établissements scolaires, par exemple), 2) renforcement de la dotation en livres du rayon français de la bibliothèque départementale de Tulcea, 3) établissement de relations entre cette bibliothèque et d'autres bibliothèques aveyronnaises, 4) échanges entre professeurs de français ;
-